

G 5 – La mondialisation en fonctionnement.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement du libre-échange entraîne un processus de mise en relation et en interdépendance de la quasi-totalité des pays du monde dans une sorte de vaste marché unique, de système-monde grâce à l'extension et à l'intensification des échanges économiques et culturels à l'échelle de la planète. Ce phénomène de mondialisation paraît inéluctable pourtant il recouvre des réalités très diverses.

Comment ce processus fonctionne-t-il ? La mondialisation modifie-t-elle positivement le fonctionnement de la planète ?

L'étude du café permet de comprendre comment s'effectue le commerce d'un produit mondialisé. Plus largement, la mondialisation fait intervenir de nombreux acteurs qui sont à l'origine de flux variés.

I. Un produit mondialisé : le café.

Le café est le deuxième produit brut le plus échangé après le pétrole, c'est aussi un produit avec une forte présence mondiale : 400 milliards de tasses de café sont bues par an, soit environ 12 000 tasses par seconde. Ce produit s'est progressivement mondialisé pour devenir, aujourd'hui, un bon exemple du fonctionnement et de certaines conséquences néfastes de la mondialisation.

A. Une culture traditionnelle devenue commerciale et mondialisée.

Le café, dans ses deux variétés, est une plante tropicale sensible au gel ce qui limite son extension géographique. L'Arabica, le meilleur d'un point de vue gustatif, représente 60 à 70% de la production mondiale, il pousse entre 600 et 1 500 m d'altitude. Le Robusta représente 30 à 40% de la production, il pousse dans les plaines tropicales humides, entre 24 et 26° C. La culture du café, pour la variété arabica, débute au Moyen Age (originaire d'Ethiopie), quant à son commerce il se fait à partir du port d'Al Mokha au Yémen. Le café est consommé uniquement au Moyen-Orient, jusqu'au XVI^e siècle. A partir du XVII^e siècle, il est introduit en Europe qui, pour répondre à la forte augmentation de la demande, cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement. Elle diffuse donc la caféiculture dans ses colonies en Amérique, Asie et Afrique. Au XVIII^e, c'est au tour du Robusta d'être mis en culture car il est moins exigeant et plus productif. Si le café est consommé en Europe dès 1650, son véritable essor commercial date du XIX^e.

La culture du café s'effectue dans deux types d'exploitation : des exploitations familiales traditionnelles et de vastes plantations commerciales. Les petites exploitations (5 à 10 ha en moyenne) assurent 70% de la production. Il s'agit d'exploitations vivrières pratiquant la polyculture. Si la culture traditionnelle du café est une culture nécessitant beaucoup d'attention pour l'entretien des parcelles, la récolte manuelle des grains et l'usinage des grains, elle préserve l'environnement et contribue à la subsistance des familles. Les plantations pratiquent une agriculture commerciale destinée directement à la vente sur les marchés internationaux. Il s'agit souvent d'une monoculture intensive, basée sur de gros moyens financiers, exploitant des salariés peu payés. La culture s'effectue en plein soleil pour faciliter la récolte mais les plantes sont fortement exposées aux maladies, insectes, champignons donc le recours aux produits phytosanitaires est important. Ces exploitations ont alors un impact écologique important.

La fabrication du café se divise en de nombreuses étapes : la récolte se fait par cueillette manuelle ou égrappage au moyen de machines, les grains sont ensuite lavés puis séchés. Le tri s'effectue manuellement ou est mécanisé avec l'utilisation de caméras CCD. Vient ensuite l'étape de la torréfaction où les grains sont chauffés pour renforcer leur goût. Enfin, les grains torréfiés sont moulus avant d'être commercialisés.

La mondialisation du goût (préférence pour l'arabica) et des manières de consommer (diffusion des premiers cafés au XVII^e siècle, succès de la pause café au travail aujourd'hui) et la recherche des profits (irruption de l'Asie dans le marché mondial du café) expliquent la mondialisation de ce produit. Pour autant, tous les espaces susceptibles de produire du café ne sont pas nécessairement producteurs et sa consommation est encore fortement polarisée.

La culture, le commerce et la consommation du café se sont progressivement mondialisés, mettant en place une organisation symbolisant les rapports Nord-Sud dans la cadre de la mondialisation.

B. Le commerce du café, symbole des relations Nord – Sud.

Les conditions climatiques nécessaires à la croissance du café font que sa culture se concentre dans 70 pays dont 45 sont à l'origine de plus de 97% de la production mondiale. Les principales régions de production sont l'Amérique latine avec 63% de la production, l'Asie Pacifique avec 24% et l'Afrique avec 13%. Les trois premiers producteurs sont le Brésil (33%), le Vietnam (14%) et la Colombie (10%) en 2007. Le commerce du café représente une source de revenus importante pour les PED (70% de la valeur des exportations au Burundi, 12 millions des 57 millions d'Ethiopiens vivant grâce au café, 155 millions de personnes dans la filière à travers le monde). Mais, le café est consommé à 93% dans les pays riches : Europe de l'Ouest pour 54%, Etats-Unis pour 23% et Japon pour 8%. Certains signes indiquent que l'Asie s'ouvre de plus en plus à cette boisson, comme le succès de l'adaptation chinoise de la série française *Caméra café* ou l'implantation des magasins *Starbucks*.

Cette situation fait que les pays du Nord cherchent à contrôler le commerce du café. Ainsi, les prix du café sont fixés à New York pour l'Arabica et à Londres pour le Robusta. Le café est acheté aux producteurs en grains à plus 90% et plus de 85% sont directement exportés. Enfin, le marché est dominé par une quarantaine de FTN du Nord qui achète la production (50% de la production mondiale par 5 groupes : Kraft [Carte Noire, Grand-mère, Jacobs, Jacques Vabre, Maxwell, Tassimo, Velours Noir], Nestlé [Nescafé, Nespresso], Procter et Gamble [Folger, Millstone], Sara Lee [Maison du café, Senseo], Tchibo) et qui le torréfie (57% du marché torréfié par Nestlé et Kraft). Starbucks a un chiffre d'affaires supérieur au PIB du Nicaragua où les exportations de café représentent plus de 15 % des exportations totales. Cette mainmise leur permet d'imposer leurs conditions tarifaires, en jouant sur la mise en concurrence des bassins de production, en fonction des saisons et des coûts de main-d'œuvre. Nestlé dirige sa production de café soluble au Mexique en misant sur une variété à bas prix, trois fois moins rentable pour les caféiculteurs. Aujourd'hui, les pays producteurs ne touchent qu'entre 3% et 7% du prix de vente contre 30% dans les années 1980. A l'inverse le torréfacteur et le distributeur touchent chacun 35% du prix de vente. Cet écart s'explique par le nombre important d'intermédiaires prenant chacun leur commission (grossistes, importateurs, spéculateurs, FTN). La situation est d'autant plus préoccupante que le prix de vente a tendance à diminuer et cela pour plusieurs raisons.

Jusqu'en 1989, l'Accord International sur le Café imposait de quotas d'exportation ce qui permettait de maintenir la stabilité du marché et donc des prix. Depuis 1989, la libéralisation du marché a provoqué une totale dérégulation du marché aboutissant à de fortes variations des cours. Cette instabilité est due aux variations naturelles de la production mais aussi à un progressif engorgement du marché en raison d'une surproduction (4,8 millions de tonnes en 1980, 7,7 en 2005 soit une progression deux fois plus rapide que la demande).

Le commerce du café est marqué par la domination des pays du Nord sur les pays du Sud et par l'importance des FTN dans ce commerce. Cette domination est aussi à l'origine de conséquences négatives.

C. Effets socio-économiques et environnementaux du commerce du café.

La chute vertigineuse des prix provoque de lourdes conséquences sur les populations des pays producteurs : endettement, exode rural, émigration, remplacement du café par des cultures illicites (20% des surfaces de caféiers reconverties pour la culture de la coca en Colombie). Pour tenter d'augmenter leurs revenus, certains producteurs se lancent dans une course à la production accentuant les effets sur l'environnement (pollution agrochimique, perte de la biodiversité). Face à cette situation catastrophique qui renforce le sous-développement des pays producteurs, plusieurs initiatives se développent.

Ainsi, partant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme selon laquelle « Quiconque travaille, a droit à une rémunération équitable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine », s'est développé le concept du commerce équitable défendu par des organisations comme Max Havelaar ou l'ONG Oxfam. Ces dernières mettent en place des labels garantissant un prix d'achat juste et stable. Ce système aboutit à la suppression d'un certain nombre d'intermédiaires et à la création d'une relation de solidarité entre consommateurs du Nord et producteurs du sud. Cependant, le commerce équitable ne représente que 2% du commerce mondial du café et ne touche que 600 000 producteurs. S'il permet une amélioration relative des conditions de vie, il renforce aussi la faiblesse des prix du café en encourageant les petits producteurs à cultiver du café ce qui aggrave la surproduction. De plus, elle remet en cause la structure et donc les emplois de la filière classique (concentration économique, division internationale du travail – siège social dans un pays du nord, fournisseurs dans des pays du sud) en garantissant aux petits producteurs des revenus plus élevés

Une autre démarche est menée visant à améliorer la qualité de la production afin de réduire celle-ci et d'augmenter le prix de vente. Ainsi, ont été créés des labels de qualité assurant des prix de vente élevés (*Blue Mountain* à 153 € le kilo, Bourbon Pointu 459 euros le kilo, Kopi Luwak 230kg par an à plus de 1 000 \$ le kilo digéré par civette asiatique Luwak...). Si ces labels de qualité renforcent la position des producteurs souvent rassemblés en coopérative face aux torréfacteurs, ils ne concernent que 10% du café échangé. Enfin, Le rôle de régulateur des Etats peut aussi apparaître comme une solution. En effet, ceux-ci peuvent intervenir sur le volume de la production en encourageant, par exemple, la diversification des cultures afin de réduire la production ce qui permet une hausse prix et de rendre les producteurs moins dépendants des cours.

Le café constitue un bon exemple de produit mondialisé. En effet, il est présent dans une grande partie du monde : dans les pays du sud pour la production, dans les pays du nord pour la consommation. Son commerce est contrôlé par des FTN du Nord qui exploitent les populations des pays du sud, lesquelles sont dépendantes du commerce du café et doivent donc subir les conséquences parfois négatives de ce commerce. Les processus et les acteurs à l'œuvre au sujet du café sont-ils les mêmes dans le cadre de la mondialisation en général ?

II. La mondialisation : processus, acteurs et débats.

La mondialisation est le résultat d'un processus de mise en relation des différentes régions du monde au cours du temps, faisant intervenir de nombreux acteurs, mais dont les effets sont plus ou moins acceptés.

A. Un processus évolutif.

1. Les trois phases de la mondialisation.

La mondialisation constitue un processus d'extension progressive du capitalisme à l'ensemble du monde. Il débute au XVI^e siècle avec les Grandes Découvertes qui mettent en relation l'Ancien monde et le Nouveau monde. L'Espagne et le Portugal construisent de vastes empires, Madrid et Lisbonne deviennent les centres du monde et l'Océan Atlantique remplace la Méditerranée comme lieu essentiel des échanges (commerce triangulaire). Cette première mondialisation est celle du capitalisme marchand, c'est-à-dire que les échanges commerciaux s'effectuent à l'échelle mondiale et non plus à l'échelle régionale. Par la suite, au XIX^e siècle, en lien avec la colonisation et l'industrialisation européennes, débute la deuxième phase de la mondialisation qui est celle de la mondialisation du capitalisme industriel. Londres et le Royaume-Uni deviennent le centre d'une première économie-monde. Les échanges augmentent en volume et se met en place une première division internationale du travail entre les pays colonisés fournissant les matières premières et les pays industrialisés transformant ces matières premières en produits manufacturés qu'ils commercialisent ensuite dans le monde. Enfin, après 1945, débute une troisième phase, celle de la mondialisation financière, c'est-à-dire que le secteur financier domine les autres secteurs de l'économie. Le centre du monde se déplace vers les Etats-Unis qui deviennent la nouvelle économie-monde. Après 1990, cette mondialisation financière s'accélère avec l'effondrement du bloc soviétique et l'affirmation de puissances émergentes dans une économie-monde devenue multipolaire. Il faut différencier la mondialisation de la globalisation, limitée aux aspects économiques et financiers. Le développement de la mondialisation est dû à différents facteurs.

2. Les causes de la mondialisation.

Tout d'abord, les trois phases de la mondialisation ont bénéficié de révolutions dans les transports et dans les moyens de communication qui ont progressivement contracté l'espace-temps et l'espace-coût. Au XV^e siècle, c'est l'invention de la caravelle qui permet les voyages transatlantiques puis, au XIX^e siècle, l'apparition de la navigation à vapeur facilite une première maîtrise des routes transocéaniques. Enfin, au XX^e siècle, la conteneurisation et la spécialisation des navires favorisent les échanges maritimes (3/4 du volume et 2/3 de la valeur des échanges mondiaux). Le transport aérien connaît une évolution similaire avec la généralisation des moteurs à réaction puis la construction d'avions à grande capacité et, enfin, la multiplication des compagnies à bas prix. La diffusion du télégraphe au XIX^e siècle, du téléphone fixe au XX^e siècle, d'Internet et de la téléphonie mobile au XXI^e siècle (plus de 2 milliards d'internautes contre 500 millions en 2000 et près de 6 milliards de téléphones portables en circulation en 2011), démocratise l'accès aux télécommunications et relie la quasi-totalité du monde de plus en plus rapidement. Ensuite, la mondialisation est soutenue par la diffusion de politiques libérales. Les Etats, en effet, adoptent des politiques favorisant la libre-circulation des marchandises, des capitaux et des hommes par exemple en abaissant les tarifs douaniers ou en créant des paradis fiscaux et des zones de libre-échange. Par la conjonction de ces facteurs, la mondialisation a organisé le monde.

La mondialisation s'est mise en place progressivement en raison d'évolutions diverses et a provoqué une réorganisation du monde. Dans celui-ci, différents acteurs interviennent.

B. Des acteurs multiples.

1. Des Etats fragilisés à la recherche d'un nouveau rôle.

La mondialisation défend une vision libérale dans laquelle le marché doit réguler l'économie et les flux doivent circuler librement sur la planète, sans tenir compte des frontières étatiques (GATT en 1947, OMC en 1995). Par conséquent, la place de l'Etat dans l'économie est largement dénoncée et jugée inefficace. Cependant, le nombre d'Etats n'a jamais été plus élevé : 193 membres de l'ONU contre 51 en 1945 et 156 en 1975. De nombreuses minorités revendiquent la création d'un Etat (les Ouïghours en Asie, les Touaregs en Afrique, les Palestiniens ou les Kurdes au Moyen-Orient). De même, l'Europe et l'Asie compte 27 000 km de frontières supplémentaires depuis les années 1960.

En effet, l'Etat reste le fondement de l'ordre politique d'un territoire. Les Etats assurent aussi un rôle d'acteur économique (commandes publiques, soutien économique aux banques, fonds souverains - plus de 70 en 2012 disposant de 4 800 ma de \$ de réserves). Encore aujourd'hui, par des traités internationaux et l'aménagement de leur territoire, les Etats facilitent l'ouverture économique générant ainsi des emplois, des remontées de filières et une intégration aux échanges mondiaux. La défaillance de l'Etat entraîne le plus souvent non pas une meilleure insertion dans la mondialisation mais plutôt des troubles et des souffrances (Russie après 91, Somalie, Grèce...).

Enfin, l'Etat apparaît comme un protecteur contre les excès de la mondialisation. Dans le domaine culturel, c'est lui qui défend la diversité culturelle contre l'uniformisation (exception culturelle). Pour lutter contre l'immigration illégale, le terrorisme, les trafics illégaux, certaines idées politiques ou des concurrents économiques, certains Etats renforcent la surveillance de leur frontière ou établissent des barrières réglementaires. En 2009, 36 692 km de frontières étaient ou devaient être fermées. Cette « barriérisation » implique d'importants moyens financiers (3 milliards de \$ dépensés par l'Inde pour freiner l'immigration venant du Bangladesh) pour matérialiser la séparation (construction de mur, clôtures électriques) et contrôler la frontière (caméras infrarouges, surveillance satellitaire...) entre les Etats-Unis et le Mexique, Israël et les territoires palestiniens, l'Inde et le Bangladesh, la Corée du Nord et la Corée du Sud... Depuis 2008, plus de mille mesures protectionnistes ont été adoptées dans le monde (tarifs douaniers, normes techniques ou environnementales, quotas, clauses de sauvegardes).

2. Le rôle grandissant des organisations internationales et régionales.

Après 1945, des organisations internationales ont été mises en place afin d'établir une gouvernance mondiale. Le cœur de cette gouvernance est l'ONU, fondée en 1945 pour défendre la paix et les droits de l'homme. Malgré certaines faiblesses (lourdeur bureaucratique, droit de veto, financement dépendant des Etats...) et échecs (Rwanda, Bosnie, Haïti), elle reste l'architecte d'une paix par le droit (plus de 500 traités de paix signés). De plus, sa vocation et ses compétences universelles lui permettent d'intervenir dans de nombreux domaines : maintien de la paix bien sûr mais aussi aide aux réfugiés, lutte contre la famine, éducation... grâce à une cinquantaine d'agences (HCR, FAO, UNESCO, UNICEF...) et de programmes spécialisés (PNUD). La Cour Pénale Internationale, fondée en 1998, assure une justice universelle contre les criminels de guerre ou contre l'humanité. Dans le cadre de la mondialisation, trois organismes jouent un rôle important : l'OMC, le FMI et la Banque mondiale (cf. leçon H 9)

Les sommets sont une autre et nouvelle forme de gouvernance. Il s'agit de rencontres régulières entre les chefs d'Etat des « Grands pays » dans lesquelles de multiples sujets sont abordés : économie, environnement, relations internationales. Né en 1975, le G6 (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Japon devenu G7 en 1976 (Canada) puis G8 en 1997 (Russie) puis G20 en 1999 (Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie, Union Européenne) a pour but d'harmoniser les politiques de ces nations mais il ne dispose pas de pouvoir contraignant. L'évolution de ce cercle restreint de décideurs montre le rôle nouveau des pays émergents et leur aspiration à participer aux grandes décisions mondiales.

Pour peser plus fortement dans la mondialisation, les Etats se rassemblent dans des associations régionales plus ou moins ambitieuses (projet politique d'intégration économique et territoriale comme l'UE, intégration purement économique comme l'ALENA, le MERCOSUR ou l'ASEAN). Avec l'apparition de ces organisations régionales, les frontières se déplacent aux limites de ces espaces (contrôle des flux humains aux

frontières de l'espace Schengen). Ces grands ensembles assurent la protection et facilitent la compétitivité des Etats membres malgré une perte de souveraineté plus ou moins importante.

3. Le rôle fondamental des FTN.

Les firmes transnationales (FTN - chiffre d'affaires d'au moins 500 millions de dollars, réalisé pour au moins 25% par des filiales présentes dans au moins 6 pays différents, 50 % des effectifs salariés travaillent encore sur leurs bases nationales respectives) constituent le symbole de la troisième phase de la mondialisation, ainsi leur nombre a été multiplié par 14 en 20 ans. Les 82 000 FTN contrôlent plus de 800 000 filiales dans le monde et emploient 7780 millions de personnes, soit 4% de la main-d'œuvre mondiale. Elles représentent plus du quart du PIB mondial, plus des 2/3 des échanges mondiaux, 1/3 de la production mondiale... Leur puissance économique et financière dépasse celle de certains Etats et en fait de puissants groupes de pression dans le cadre de la gouvernance économique mondiale. Ces entreprises, bien qu'elles maintiennent un fort ancrage national (siège social, contrôle du capital, dirigeants), s'organisent selon trois logiques : l'accès aux matières premières, l'accès aux marchés et l'exploitation des avantages comparatifs des territoires. Les activités de décision, de recherche et de développement sont placées dans les pays d'origine ou dans les pays de la Triade tandis que les activités de fabrication et d'assemblage sont souvent délocalisées dans des pays du Sud. Les choix d'investissement des FTN déterminent l'insertion ou non des territoires dans la mondialisation. Pour exploiter au mieux cette division internationale du travail, elles doivent réaliser en permanence des arbitrages territoriaux en fonction des risques géopolitiques, des réglementations nationales, de la culture des consommateurs et des résistances éventuelles des Etats et des citoyens. Parmi les 500 premières FTN (http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2013/full_list/), la majorité (81%) provient de pays du nord mais, dans la dernière décennie, les FTN du Sud ont vu leur part progresser de 54% entre 2006 et 2010. Aujourd'hui, environ 15% des 500 premières FTN se situe dans un pays émergent et attire un quart des IDE en 2011. L'apparition de ces nouveaux concurrents transforme les rapports de force mondiaux.

4. Les autres acteurs de la mondialisation.

Enfin, de nombreux acteurs transnationaux non-gouvernementaux jouent un rôle croissant dans la mondialisation. Tout d'abord, les Organisations non gouvernementales (ONG), d'origine privée et à caractère non lucratif, exercent une influence de plus en plus forte dans la mondialisation. Leurs objectifs sont principalement la protection des individus, le développement et la défense de l'environnement. Ils mobilisent pour cela l'opinion publique mondiale, en particulier les donateurs des pays riches, par l'intermédiaire des médias et disposent d'un certain ascendant sur les territoires laissés-pour-compte. Elles pallient ainsi les carences des Etats. Toutefois, les ONG ne représentent que leurs adhérents, souvent originaires des pays développés du Nord ; elles ne diffusent ainsi qu'une certaine vision du monde pas forcément partagée par tous et ne sont pas présentes sur les lieux de décision.

Les réseaux criminels et illégaux sont à l'origine d'une mondialisation parallèle marquée par des flux entre les espaces d'approvisionnement et de consommation et les pôles financiers (3% du PIB mondial). Ces mafias conservent une base nationale et s'appuient sur une diaspora. Des régions entières vivent de cette économie illégale, sous le contrôle d'organisations criminelles (plateaux andins, rif marocain, Afghanistan, triangle d'or – Myanmar, Thaïlande, Laos), tandis que les Etats hésitent entre répression et complicité.

Une multitude d'autres acteurs transnationaux jouent aussi un rôle : agences de notation financière, réseaux universitaire ou associatif, diasporas, réseaux sociaux, associations syndicales... Enfin, chaque individu par sa consommation, ses déplacements touristiques ou professionnels, son projet de vie dans son pays ou un autre pays, sa présence sur la toile... participe à ce système-monde.

Du XVI^e siècle à aujourd'hui, les différentes régions du monde sont rentrées en contact suite à des révolutions techniques et à des choix politiques, modifiant ainsi l'organisation du monde. Celui-ci est désormais dominé par un grand nombre d'acteurs publics ou privés, nationaux ou transnationaux. Entre ces différents acteurs, les flux sont très nombreux.

C. La mondialisation en débat.

La mondialisation est source de nombreuses discussions autour de son utilité de la part de différents mouvements qui proposent une évolution de celle-ci.

1. La mondialisation : un bien ou un mal ?

Sur le plan économique, les défenseurs de la mondialisation mettent en avant le fait qu'en favorisant les échanges et en diffusant des techniques de production, la mondialisation a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,52 \$ par jour est passé de 46% en 1990 à 27% en 2005 et devrait atteindre 15% en 2015. La mondialisation a aussi permis l'émergence économique de certaines nations (NPIA, pays émergents) et le développement de classes moyennes dans ces Etats. La limite entre les pays du Nord et ceux du Sud devient ainsi floue. Toutefois, les inégalités se sont aussi creusées à toutes les échelles. Les délocalisations provoquent la destruction des emplois, des baisses de salaire et l'apparition de nouveaux pauvres. Les flux financiers deviennent incontrôlables et entraînent des crises systémiques à cause du cumul des déficits commerciaux et publics.

Sur le plan social, les échanges permettent aussi une meilleure lutte contre les fléaux sanitaires sauvant ainsi des millions de vie. La communauté internationale peut plus rapidement venir au secours de populations en détresse suite à un conflit ou à une catastrophe. Mais, les progrès des transports facilitent aussi la propagation des virus. Sur le plan culturel, une culture mondialisée se développe avec la diffusion d'images, d'objets de consommation et de mode de vie identiques qui viennent du modèle culturel occidental et surtout américain (les Etats-Unis exportent autant de séries télévisées que le reste du monde). L'éducation et les savoirs sont devenus des biens marchands à part entière. Cependant, la diversité culturelle ne disparaît pas : 6 400 langues dans le monde. L'extension du tourisme conduit à un phénomène d'acculturation qualifié de « baléarisation » (urbanisation intense d'un littoral spécialisé dans le tourisme) ou de « disneylandisation » (effet d'un tourisme mondialisé qui façonne le monde comme un parc) mais ce tourisme permet aussi le développement de nombreuses régions du sud ou de redynamiser certaines régions du nord. Les réactions identitaires, opposées à l'uniformisation, utilisent les mêmes canaux d'informations, les mêmes réseaux pour se diffuser.

Sur le plan environnemental, la mondialisation permet de diffuser des progrès techniques et scientifiques. Elle contribue aussi à la création d'une conscience écologique planétaire en diffusant des thèmes comme la biodiversité, le respect de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique. Cela a conduit à des mesures de protection (12,6% de la planète constitué de parcs ou de réserves) et à la mise en avant du développement durable. Cependant, la mondialisation a aussi accéléré la rupture de l'équilibre environnemental en diffusant un modèle de croissance très consommateur d'espaces et de ressources naturelles. La consommation de masse et le mode de vie urbain deviennent la règle, multipliant les déchets polluants et les « kilomètres alimentaires ».

2. Vers un autre monde ?

Dans un premier temps, la mondialisation libérale a été remise en cause par des groupes antimondialistes. Héritiers des socialistes utopiques, des anarchistes marxistes ou libertaires, des mouvements paysans ou écologistes, ils rejettent totalement la mondialisation. A partir des années 1990, les mouvements altermondialistes prennent le relais. Ces mouvements sont devenus visibles avec la rébellion zapatiste contre ALENA en 1994 au Mexique, dans le cadre de la lutte contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement proposant de libéraliser les échanges) en 1998, avec les grandes manifestations de Seattle de 1999 pendant le premier sommet de l'OMC ou avec le premier forum social mondial (FSM) de Porto Alegre en 2001 (plus de 60 000 participants de 123 pays) organisé en réplique au Forum Economique Mondial de Davos. Pour défendre leurs idées, ces mouvements utilisent les médias traditionnels mais aussi les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que les réseaux sociaux, tous fruits de la mondialisation. Des campagnes de sensibilisation sont menées pour mobiliser l'opinion publique, par exemple contre les FTN qui imposent de mauvaises conditions de travail dans le Sud (1997, campagne contre *Nike* acceptant que ses sous-traitants fassent travailler des enfants). Ces mouvements sont très hétérogènes (ONG, associations politiques et syndicales, mouvements paysans...) et défendent des visions très variées pour un « autre monde » allant de la rupture complète avec le capitalisme à des aménagements ou moins profonds de sa gestion. Cependant, certains points communs se dégagent.

Tout d'abord, ces mouvements défendent une nouvelle vision de l'économie plus solidaire. Par exemple, en 1976, le Bangladais Muhammad Yunus a développé le principe du microcrédit pour encourager les projets des plus pauvres. Aujourd'hui ce sont 190 millions de personnes, dont 250 000 en France, qui bénéficient de microcrédits d'un montant total de 30 milliards de dollars. C'est aussi l'objectif du commerce équitable. La

solidarité doit prendre le pas sur la recherche du profit. Ainsi, une taxation est envisagée sur les transactions financières afin d'entraver la spéculation à court terme (taxe Tobin). Pour faciliter cette évolution, la gouvernance économique mondiale doit être repensée en donnant plus de pouvoirs aux pays émergents mais aussi aux citoyens. Les paradis fiscaux pourraient être supprimés, la dette des pays pauvres annulée... Ensuite, les altermondialistes cherchent aussi à responsabiliser les acteurs de la mondialisation. Par exemple, ils souhaitent que les entreprises moralisent leurs pratiques dans le cadre de leur responsabilité sociale ou sociétale (RSE). Coca-Cola travaille ainsi avec WWF pour limiter le gaspillage de l'eau dans son processus de fabrication, Danone produit et commercialise en Inde et au Bangladesh des yaourts bon marché pour lutter contre la malnutrition ou encore Greenpeace a obtenu que les entreprises vérifient la non-toxicité des vêtements produits en Chine ou au Vietnam. De plus, cet « autre monde » doit reposer sur un nouveau mode de vie valorisant les relations de proximité pour la consommation (nourriture locale de saison, covoiturage, recyclage) que pour la production (AMAP en France ou *Teikis* au Japon, relocalisation, circuits courts). Ces nouveaux comportements peuvent même aller vers la décroissance ou la démondialisation. Enfin, la mise en avant des problèmes environnementaux par les mouvements altermondialistes place au cœur de leur préoccupation le principe du développement durable et, particulièrement, son versant écologique. Les altermondialistes rejettent l'utilisation des OGM et défendent la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement qui pourrait imposer aux Etats des mesures luttant contre le changement climatique.

La mondialisation s'est mise en place progressivement grâce à l'action de nombreux acteurs, en particulier les Etats et les FTN. Il s'en suit des effets plus ou moins négatifs que certains acteurs tentent de corriger. Comment s'organisent les relations entre les différents acteurs ?

III. Mobilités, flux et réseaux dans la mondialisation.

En 30 ans, la valeur du commerce international a été multipliée par 4,5 en raison d'une circulation accélérée et plus volumineuse des marchandises, des capitaux et des informations ainsi que des humains, dans l'espace mondial.

A. Des échanges de marchandises de plus en plus actifs.

1. Des flux de plus en plus nombreux et variés...

La mondialisation se traduit par une diffusion accrue des marchandises à l'échelle planétaire : les flux internationaux portent sur 31% de la production mondiale en 2008 contre 14% en 1970, la valeur des exportations passe de 9% du PIB mondial, soit environ 59 milliards de dollars, en 1950 à 26% en 2002, soit environ 12 178 milliards. Depuis les années 2000, le volume des échanges augmente même plus vite que la production. La libéralisation des échanges, la révolution des transports (hausse des trafics aériens et maritimes de 40% depuis 1990, coût du transport maritime divisé par 2 et celui du transport aérien par 85% depuis 1947) et des communications (hausse du trafic téléphonique de 500%, satellites de communication, fibres optiques) ainsi que l'interdépendance de plus en plus poussée entre les différents pays du globe en sont les trois moteurs essentiels.

La structure des échanges a longtemps été marquée par la prépondérance des matières premières et des sources d'énergie. Ces flux sont toujours aussi importants en volume (2 milliards de tonnes de pétrole, 100 millions de tonnes de blé échangés en 2002) mais, en valeur, ils ne réalisent plus aujourd'hui qu'environ 30% du commerce international contre 40% dans les années 1960. C'est le flux des produits manufacturés qui progresse le plus, pour représenter 70% des échanges mondiaux. Pour ces produits, ce sont les pays riches qui dominent car une très large part du commerce des pays développés résulte des échanges que ces pays font entre eux (80% du commerce international). Cependant, le poids des pays du Sud ne fait qu'augmenter : de 30% à 53% de la consommation énergétique mondiale entre 1965 et 2010.

2. ...à l'origine d'une recomposition de l'espace mondial.

Les flux de marchandises sont polarisés par la Triade et par les pays émergents, pour environ 85% du commerce mondial (20% pour la Chine, 11% pour les Etats-Unis). Les grands ports mondiaux sont concentrés dans les façades maritimes de la Triade (Nord-Est des Etats-Unis, Nord-Ouest de l'Europe et Japon) ainsi que dans quelques pays émergents en Asie orientale (Corée du Sud, Chine, Taïwan, Singapour). Les principales routes maritimes mondiales relient d'ailleurs ces grandes façades maritimes (route de l'Atlantique Nord, route transpacifique et route Europe-Asie). Plus de la moitié des échanges de marchandises s'effectue au sein des

aires continentales de la Triade, comme l'UE ou l'ALENA, contrairement aux autres régions du monde qui dépendent des marchés mondiaux.

La géographie des flux reste cependant très différenciée selon les produits concernés et reflète la nouvelle division internationale du travail qui s'est installée. Les pays développés se spécialisent dans les produits à très haute valeur ajoutée qu'ils exportent surtout entre eux. Ils abandonnent les industries de main-d'œuvre à quelques pays émergents qui exportent les produits finis pour l'essentiel vers les pays de la Triade. Les cinq pays émergents contrôlent 29% de la production industrielle mondiale et la Chine est devenue la première puissance industrielle devant les Etats-Unis en 2011. Les pays les moins avancés ne disposent souvent que d'un seul maigre avantage : exporter leurs ressources naturelles aux prix, souvent bas, fixés par les pays de la Triade.

Dès le XVI^e siècle, les marchandises ont commencé à circuler à travers le monde et ces flux n'ont cessé de croître. Avec la révolution des moyens de communication, se développent des flux informels.

B. L'explosion des flux informels.

1. La circulation de l'information, nouvel enjeu planétaire.

Les flux de communications croissent de 85% par an. L'information est devenue un outil de travail, un facteur de production aussi important que la main-d'œuvre et les capitaux, notamment pour les firmes transnationales ou les grands organismes bancaires internationaux. Mais elle influence aussi très largement la stabilité des gouvernements et des états-majors militaires ainsi que les sociétés du monde entier. Aujourd'hui, chacun peut émettre une information que le monde entier peut recevoir de manière quasi instantanée. Les flux illégaux reposent sur leur capacité à contourner les frontières physiques ou virtuelles (cybercriminalité.). Le développement des moyens de communication permet enfin de dépasser les frontières. Il y a 6 milliards d'abonnements de téléphonie mobile, 2 milliards d'internautes (4 fois plus qu'en 2000) ou bien 500 000 comptes Facebook dans 117 pays. Les grandes compétitions sportives (Jeux Olympiques, Coupe du Monde de football) sont diffusées en temps réel sur l'ensemble de la planète. Désormais, l'information peut circuler presque sans aucun contrôle. Cette mondialisation de l'information sensibilise les populations au sujet de fléaux mondiaux (terrorisme, pandémie, pollution) qui ne respectent pas les frontières. La mondialisation ne se limite pas aux processus économiques et financiers, elle transforme aussi les sociétés avec des conséquences à la fois complémentaires et contradictoires. La large diffusion des médias a donné naissance à un « village global » où les cultures s'uniformisent (exemple du *Global English* ou *Globish*) et où naissent des préoccupations ainsi qu'une solidarité mondiale. A l'opposé, les cultures régionales s'affirment conduisant parfois à des replis communautaristes.

La chaîne informative, soutenue par l'extraordinaire foisonnement technologique (satellites de communications, téléphonie mobile, Internet, mise en réseau de banques de données, fibres optiques...) reste toutefois contrôlée par un oligopole de grandes entreprises (Microsoft, AOL-Time Warner, Sony, Philips, R. Murdoch...) et d'agences de presse (*Reuters* britannique, *Associated Press* américaine, AFP représentée dans 165 pays) situées dans la Triade. Technologie ne rime pas forcément non plus avec égalité : la carte des accès à l'information correspond à celle des inégalités mondiales. La fracture technologique renforce ainsi les disparités spatiales planétaires.

2. La sphère financière : facteurs, organisation spatiale et enjeux.

Les échanges de services dans le monde progressent très rapidement depuis un quart de siècle (20% du commerce mondial en valeur en 2000 contre 16% en 1985). Cette progression est liée au développement technologique qui facilite la diffusion des services. Ils concernent pour l'essentiel les pays développés à travers les firmes transnationales en raison de la tertiarisation des activités et du degré de développement des sociétés. Est exclue de cette mondialisation la majorité des services à la personne même si certains commencent à être soumis à la concurrence mondiale (centraux téléphoniques), ce qui nécessite des efforts de formation et d'innovation dans les pays développés pour éviter les délocalisations (Inde 2^e exportateur de services informatiques).

Les flux de capitaux, licites ou illicites, circulent dans un espace financier international bien balisé. S'appuyant sur les progrès dans les technologies de communication qui permettent un fonctionnement du marché 24 heures sur 24, les flux financiers sont devenus colossaux (de 1 500 à 3 200 milliards de dollars sont échangés quotidiennement ce qui représente cent fois les besoins du marché commercial et des services) et sont en forte croissance (capitalisation boursière multipliée par 5 en 20 ans, 68 700 milliards de dollars en 2007). Parmi ces flux, on distingue pour l'essentiel des investissements directs à l'étranger (IDE – plus de 10% de participation dans une entreprises étrangère) et les capitaux purement spéculatifs. On peut aussi ajouter les

transferts financiers des émigrés, les remises, qui participent au développement et au recul de la pauvreté dans leurs pays d'origine (en 2005, 41% des immigrés en France envoient de 15 à 25% de leur salaire, 3 fois la valeur de l'APD, plus de 20% des revenus de certains PMA).

Les flux de capitaux s'articulent autour de quelques grandes places financières à l'échelle internationale, interdépendantes et fonctionnant de manière quasi permanente, formant un anneau financier. Les 5 premières bourses mondiales polarisent 50% de la capitalisation boursière (New York, Nasdaq, Londres, Tokyo, Euronext) et les 15 premières 80%. Les grandes bourses accueillent les investisseurs institutionnels (banques, assurances, firmes transnationales) mais aussi, de plus en plus, de fonds de pension qui cherchent à rentabiliser les dépôts de leurs clients (40% des placements du CAC 40). 17 Etats stockent des capitaux financiers supérieurs à leur PIB et 41 Etats abritent des stocks supérieurs à 50% de leur PIB. En 2011, 10 Etats cumulent 59 % du stock mondial d'IDE et 65 Etats 96 % de ce stock, essentiellement la Triade et les puissances émergentes. Le dollar et l'euro représentent 87% des réserves de change. Les paradis fiscaux, souvent des PED, sont une autre destination très prisée par les capitaux. Les IDE touchent de façon minoritaire les PED même si cette part croît (20% en 1990, 35 % en 2004). Des circuits parallèles très complexes assurent, par ailleurs, le blanchiment de l'argent des trafics illicites de la drogue (300 à 400 milliards de \$), des armes ou des faux papiers. Ces flux illicites équivalent à 15% du commerce mondial. On estime que le marché de la drogue rapporte autant que celui du pétrole.

Le monde est parcouru chaque jour par des flux d'informations et des flux de capitaux mais ces flux respectent une certaine organisation du monde, laquelle conditionnent largement les flux de population.

C. La mobilité des hommes.

1. Des flux migratoires croissants et complexes.

Les flux de travailleurs migrants sont alimentés par les inégalités socio-économiques croissantes entre les pays : essentiellement Nord-Sud, ils sont passés de 75 à 214 millions de 1965 à 2011, auxquels s'ajoute entre 30 et 35 millions d'illégaux. Cette apparente explosion est à relativiser car le taux d'immigration n'est que de 2,5% contre 5% en 1914. Le choix de la destination est souvent lié à des facteurs de proximité géographique et à des héritages historiques. Longtemps cantonnées dans une logique Sud-Nord (Mexicains aux Etats-Unis, Asiatiques du Sud-Est au Japon...), ces migrations se sont complexifiées avec l'appel de main-d'œuvre de certains pays émergents, la chute du communisme et la fermeture sélective des frontières dans les pays développés. Si des migrations Sud-Sud se développent (Etats du Golfe Persique, Argentine, Afrique du Sud), les migrations Sud-Nord restent dominantes (55 Etats accueillent 75% des migrants). Les migrations Nord-Nord concernent les populations les plus qualifiées.

Leurs effets sont complexes : les pays de départ voient des forces vives et jeunes les quitter mais ils reçoivent en échange des sommes considérables, les remises, qui maintiennent leur économie sous perfusion ; les pays d'accueil profitent d'une main-d'œuvre bon marché mais ils ont de plus en plus de mal à intégrer ces populations soit du fait de leurs particularismes, soit du fait des réactions hostiles des autochtones. Cependant, il existe une convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille mais elle n'a été signée que par 44 pays.

Les réfugiés (plus de 40 millions dans le monde) prennent également de l'importance. La multiplication des conflits entraîne des déplacements forcés et des fuites de populations dans leur pays ou dans les pays voisins (notamment en Afrique et en Asie mais également en Europe à la suite du conflit yougoslave), essentiellement du Sud vers le Sud. Les Afghans constituent actuellement le groupe de réfugiés le plus important dans le monde avec près de 4 millions de personnes déplacées. Commencent aussi à s'ajouter les réfugiés climatiques (habitants du Bangladesh fuyant les inondations, habitants de l'atoll de Carteret ou des îles Tuvalu craignant la submersion de leurs îles), environ 25 millions aujourd'hui et qui seront environ 250 millions en 2050.

2. Les impacts de la croissance des flux touristiques.

Le tourisme de masse a remplacé le tourisme de classe. Il est né de la conjoncture des congés payés, de la hausse du niveau de vie, de la révolution des transports et de la société des loisirs dans les pays développés. Les flux touristiques sont passés de 25 millions en 1950 à 450 millions en 1990 et à près d'1 milliards de touristes, en ce début de XXI^e siècle. 2 milliards de touristes sont prévus en 2020. De plus, le tourisme dispose d'une marge de progression encore fabuleuse puisque 7% seulement de la population mondiale est actuellement concernée.

L'Europe et les Etats-Unis sont à la fois les principaux émetteurs et récepteurs de touristes (80% des mouvements). Les touristes mondiaux se retrouvent dans quelques dizaines de lieux privilégiés : grandes

métropoles mondiales, hauts lieux culturels, stations balnéaires ou de ski, îles ou archipels, grands parcs d'attraction. Mais les pays du Sud attirent également plus de clientèle notamment l'Asie et la Chine en particulier. 15 pays accueillent les 2/3 des flux touristiques.

Le poids économique du secteur touristique correspond à environ 500 milliards de dollars annuels (10% du PIB mondial, 1/3 des exportations de services) et fournit des millions d'emplois directs ou induits (8% de la population active de la planète). Il profite surtout aux grandes nations émettrices et réceptrices du Nord (Etats-Unis, France, Espagne, Italie...) mais l'impact économique est devenu vital pour de nombreux pays du Sud (40 millions de personnes employées dans le Tiers-monde, des rentrées d'argent équivalentes à celles de l'aide au développement).

Le tourisme reste cependant une activité fragile et sensible : cataclysmes, attentats peuvent tout remettre en question. D'autres effets négatifs apparaissent également : défiguration des sites naturels, pollution, dépendance économique, acculturation. Toutefois, certains pays du Sud profitent du tourisme pour maintenir et promouvoir leurs traditions et spécificités mais aussi pour asseoir des politiques de développement.

Le commerce du café se caractérise reflète les rapports de force existant dans la mondialisation. De façon plus générale, la mondialisation apparaît comme la diffusion progressive du capitalisme libéral à l'échelle planétaire faisant intervenir de nombreux acteurs, plus ou moins favorable à son fonctionnement. Elle se matérialise par de nombreux flux, de types variés, qui touchent inégalement les différentes régions du monde.

Quels sont les territoires intégrés à la mondialisation et ceux qui ne le sont pas ?